



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'OEUVRE**

---

**Missions de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement  
du rez-de-chaussée du Palais Consulaire de la CCI  
des Pyrénées-Orientales**

---

N° du CCAP : 25PO01L

**Chambre de Commerce et d'Industrie des Pyrénées-Orientales**  
Quai Jean de Lattre de Tassigny  
66020 PERPIGNAN

## SOMMAIRE

|  |    |
|--|----|
| 1 - Dispositions générales du contrat .....  | 4  |
| 1.1 - Objet du contrat .....   | 4  |
| 1.2 - Décomposition du contrat.....  | 4  |
| 1.3 - Dispositif de vigilance .....  | 5  |
| 2 - Pièces contractuelles.....   | 5  |
| 3 - Intervenants .....   | 5  |
| 3.1 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier.....                      | 5  |
| 3.2 - Contrôle technique.....  | 5  |
| 3.3 - Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants..... | 5  |
| 3.4 - Interlocuteur unique du titulaire et référents de l'Acheteur .....             | 5  |
| 4 - Protection des données à caractère personnel.....                                | 5  |
| 5 - Missions.....  | 6  |
| 6 - Durée et délais d'exécution .....  | 6  |
| 6.1 - Durée du contrat .....   | 6  |
| 6.2 - Délais d'exécution des tranches .....  | 6  |
| 6.2.1 Conditions d'affermissement des tranches optionnelles.....                     | 7  |
| 6.4 – Délai prévisionnel de démarrage des travaux .....                              | 7  |
| 7 - Prix.....  | 7  |
| 7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....                                      | 7  |
| 7.2 - Forfait de rémunération .....  | 8  |
| 7.3 - Modalités de variation des prix .....  | 8  |
| 7.4 - Dispositions spécifiques aux tranches .....                                    | 8  |
| 8 - Avance.....  | 9  |
| 8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....                               | 9  |
| 8.2 - Garanties financières de l'avance.....   | 9  |
| 9 - Modalités de règlement des comptes.....  | 9  |
| 9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....                                 | 9  |
| 9.2 - Présentation des demandes de paiement.....                                     | 10 |
| 9.3 - Délai global de paiement .....   | 10 |
| 9.4 - Paiement des cotraitants .....   | 10 |
| 9.5 - Paiement des sous-traitants.....   | 11 |
| 10 - Engagement du maître d'œuvre .....  | 11 |
| 10.1 – Engagement du maître d'œuvre sur l'enveloppe financière .....                 | 11 |
| 10.2 – Engagement du maître d'œuvre jusqu'à la passation des marchés de travaux..... | 11 |
| 10.2 – Engagement du maître d'œuvre sur l'exécution des marchés de travaux .....     | 12 |
| 11 - Conditions d'exécution des prestations.....                                     | 13 |
| 11.1 - Présentation des livrables .....  | 13 |
| 11.2 - Organisation des réunions .....   | 13 |
| 11.2.1- Réunion de lancement .....   | 13 |
| 11.2.2 – Réunions de chantier.....   | 13 |
| 11.3 - Emission des ordres de services .....   | 14 |
| 11.4 - Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs.....                  | 14 |
| 11.5 - Instruction des mémoires en réclamation .....                                 | 14 |
| 11.6 - Arrêt de l'exécution des prestations .....                                    | 15 |
| 11.7 - Achèvement de la mission.....   | 15 |
| 12 - Pénalités.....  | 15 |
| 12.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....   | 15 |
| 13 - Assurances.....   | 16 |
| 14 - Clause de réexamen .....  | 16 |

|   |    |
|---|----|
| 15 - Résiliation du contrat.....                    | 16 |
| 15.1 - Conditions de résiliation.....               | 16 |
| 15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire ..... | 16 |
| 16 - Règlement des litiges et langues.....          | 17 |
| 17 - Dérogations.....                               | 17 |

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCAP) concernent des missions de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement du rez-de-chaussée du Palais Consulaire de la CCI des Pyrénées-Orientales.

Missions de maîtrise d'œuvre sollicitées dans le cadre du marché :

- Missions de base : DIAG, APS, APD, PRO, ACT, EXE, DET, AOR,
- Missions complémentaires : OPC,
- Prestations sur demande : permis de construire et déclaration d'autorisation préalable.

Le contenu de ces éléments de mission est défini dans le titre III du livre IV de la partie 2 du code de la commande publique, ainsi que dans l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

Le présent marché a pour objet la maîtrise d'œuvre pour le réaménagement du rez-de-chaussée du Palais Consulaire. L'objectif principal est d'améliorer la fluidité des déplacements, de renforcer la cohérence et la lisibilité des espaces, et d'optimiser leur fonctionnalité.

Les prestations attendues incluent notamment :

- La conception d'un aménagement intérieur favorisant la circulation fluide et une meilleure perception des espaces (espaces diaphanes, ouverts et lumineux).
- La création d'espaces de stockage adaptés, incluant notamment une salle d'archives.
- L'aménagement d'un réfectoire, si possible orienté côté jardin.
- La mise en place de douches avec vestiaires.
- L'organisation de bureaux, modulables en espaces isolés ou en coworking, pour accueillir au minimum 20 personnes.

Le maître d'œuvre proposera des solutions respectant la qualité architecturale du lieu, tout en répondant aux exigences fonctionnelles et techniques définies,

### Lieu d'exécution :

Le projet porte sur la totalité du RDC du Palais Consulaire, quai de Lattre de Tassigny, au centre-ville de Perpignan, c'est un établissement ERP de 3ème catégorie : L, R, W, Y.

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages bâtiment en réutilisation ou réhabilitation.

## 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Les prestations sont réparties en 3 tranches :

| Tranche | Désignation   |
|---------|---|
| TF      | <b>Etudes préalables et conception initiale</b><br>DIAG, APS et APD pour l'ensemble du rez-de-chaussée, incluant la création du local archives  |
| TO001   | <b>Aménagement des espaces communs et fonctionnels</b><br>Réfection des espaces de stockage, des sanitaires avec la création d'un espace vestiaire/douche, d'un espace de stockage / événementiel et avec l'aménagement d'un réfectoire |
| TO002   | <b>Aménagement des bureaux</b><br>Bureaux modulables, isolés ou coworking, pour un accueil minimum de 20 personnes  |

### 1.3 - Dispositif de vigilance

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5, D.8222-7 et D.8254 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne de mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

## 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses 3 annexes :
  - Annexe 1 Répartition des honoraires
  - Annexe 2 Désignation des cotraitants et répartition des prestations
  - Annexe 3 Coûts journaliers servant de base aux modifications du marché
- Le cahier des clauses particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- Le programme incluant le détail de l'enveloppe financière prévisionnelle retenue par le maître d'ouvrage et affectée aux travaux,
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Les éventuelles pièces écrites et graphiques remises par le maître d'ouvrage lors des prestations,
- les actes spéciaux de sous-traitance (hors marché de fourniture) et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

## 3 - Intervenants

### 3.1 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

### 3.2 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par APAVE, 1 Avenue de Milan – 66000 PERPIGNAN.

### 3.3 - Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants

Avant tout commencement d'exécution, le maître d'ouvrage met à disposition du maître d'œuvre par tout moyen (courrier électronique ou physique, réunion d'information) la liste des intervenants à l'opération, leurs coordonnées ainsi que leurs missions. Dans le cadre de ses missions, le maître d'œuvre est autorisé à échanger directement avec chacun des intervenants dans les conditions et limites fixées par le présent marché. En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage sans délais.

### 3.4 - Interlocuteur unique du titulaire et référents de l'Acheteur

Le titulaire désigne un interlocuteur unique pour le suivi de l'exécution des prestations. En cas de changement, le titulaire informe l'Acheteur à l'avance des coordonnées et des fonctions du nouvel interlocuteur.

L'Acheteur désigne un ou plusieurs référents techniques chargés de faire le lien avec l'interlocuteur unique.

## 4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

## 5 - Missions

La mission de maîtrise d'œuvre est établie en application des articles L. 2410-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le détail des missions est énoncé ci-dessous.

Éléments de mission de base :

| TRANCHE     | Mission | Désignation   |
|-------------|---------|---|
| Ferme       | DIAG    | Etudes de diagnostic  |
| Ferme       | APS     | Avant-projet sommaire   |
| Ferme       | APD     | Avant-projet définitif  |
| Optionnelle | PRO     | Etudes de projet  |
| Optionnelle | ACT     | Assistance pour la passation du contrat de travaux                          |
| Optionnelle | EXE     | Etudes d'exécution et de synthèse   |
| Optionnelle | DET     | Direction de l'exécution des travaux  |
| Optionnelle | AOR     | Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement |

Éléments de mission complémentaires (tranche ferme) :

| Mission | Désignation                              |
|---------|--|
| OPC     | Ordonnancement, pilotage et coordination |

## 6 - Durée et délais d'exécution

### 6.1 - Durée du contrat

L'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 15.3 du CCAG-MOE.

### 6.2 - Délais d'exécution des tranches

La durée prévisionnelle de chaque tranche est fixée comme suit :

| Tranche | Délai   |
|---------|---------|
| TF      | 4 mois  |
| TO001   | 12 mois |
| TO002   | 12 mois |

Ces délais sont prévisionnels et servent à la planification initiale du projet. Le maître d'œuvre s'engage à respecter le délai d'exécution de chaque tranche défini dans son cadre de réponse technique.

Le maître d'œuvre est chargé de proposer un planning détaillé pour chaque tranche, à soumettre pour validation au maître d'ouvrage avant le démarrage des travaux. Le planning pourra être ajusté en cours de chantier en fonction des contraintes techniques, logistiques ou organisationnelles, sous réserve d'accord du maître d'ouvrage.

Ces délais partent, pour chaque tranche, à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des prestations lui incombant.

### **6.2.1 Conditions d'affermissement des tranches optionnelles**

Le présent article définit les conditions selon lesquelles les tranches optionnelles du marché peuvent être affermies par le maître d'ouvrage.

La tranche ferme constitue la prestation obligatoire du marché. Les tranches optionnelles peuvent être affermies à l'initiative de l'acheteur selon l'ordre suivant :

- Tranche optionnelle 1 : peut être affermie jusqu'à l'exécution complète de la tranche ferme.
- Tranche optionnelle 2 : peut être affermie jusqu'à l'exécution complète de la tranche optionnelle 1.

L'affermissement de chaque tranche optionnelle se fait par ordre de service écrit de l'acheteur. Cet ordre de service doit être notifié au moins 15 jours avant le début prévu des prestations de la tranche optionnelle. Le délai limite pour notifier l'ordre de service est fixé à la date de fin d'exécution de la tranche ferme pour la tranche optionnelle 1 et à la date de fin d'exécution de la tranche optionnelle pour la tranche optionnelle 2. Toute tranche non notifiée dans le délai prévu est réputée non affermie.

Les prestations des tranches optionnelles seront exécutées conformément aux prix et conditions stipulés dans l'acte d'engagement. Les délais d'exécution de chaque tranche optionnelle débutent à compter de la notification de l'ordre de service. Les moyens techniques, humains et matériels requis pour l'exécution des tranches optionnelles sont identiques à ceux définis pour la tranche ferme, sauf dispositions contraires précisées dans le CCTP.

L'exercice d'une tranche optionnelle ne modifie pas les obligations liées à la tranche ferme. Le non-exercice d'une tranche optionnelle n'entraîne aucune pénalité pour l'acheteur.

## **6.4 – Délai prévisionnel de démarrage des travaux**

La date prévisionnelle de démarrage des travaux correspond au premier trimestre de 2026.

# **7 - Prix**

## **7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

La rémunération du marché est forfaitaire pour l'exécution des prestations décrites par le présent CCAP

Les prix sont réputés comprendre notamment toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que l'utilisation des résultats, frais de déplacement et tout autre frais y afférent. Le montant des factures sera calculé en appliquant le taux de T.V.A. en vigueur au moment de leur établissement.

Le prix du marché inclut la cession au maître d'ouvrage des droits nécessaires pour l'exploitation des documents et livrables produits dans le cadre du présent marché.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG-MOE, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix dans le cadre de marchés conclus en groupement :

- En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du mandataire comprennent toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, coordination et contrôle, y compris frais généraux, impôts taxes ou autre, une marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.
- En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ces défaillances.

## 7.2 - Forfait de rémunération

Le forfait de rémunération fixé dans l'acte d'engagement, est provisoire, conformément aux dispositions des articles R. 2112-18 et R. 2432-7 du code de la commande publique.

Il correspond au produit du taux de rémunération « t » fixé à l'acte d'engagement par le montant de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage.

Le forfait de rémunération devient définitif lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de la mission APD.

Le forfait définitif de rémunération est calculé par application de la formule suivante :  $F' = F - [t*(C-Co)]$

t = taux provisoire de rémunération

F = forfait provisoire de rémunération

F' = forfait définitif de rémunération

Co = enveloppe financière

C = coût prévisionnel

**Un avenant arrête définitivement le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre et le forfait définitif de rémunération conformément aux dispositions des articles L. 2432-1, L. 2432-2 et R. 2432-2 à R. 2432-7 du code de la commande publique.**

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

## 7.3 - Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix sont actualisables par application aux prix de chaque tranche d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$C_n = 15.0\% + 85.0\% (ING(d-3) / ING(o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- Index (d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des prestations soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

En cas de disparition de l'indice retenu pour la révision, la méthode proposée par l'INSEE, afin d'assurer la concordance des indices, est utilisée sans qu'il soit nécessaire de procéder par un avenant. Lorsqu'aucune concordance n'est prévue, l'indice retenu pour la révision est remplacé par un indice équivalent choisi et arrêté de commun accord entre le titulaire et l'acheteur. L'acheteur notifie sa décision au titulaire, par tout moyen permettant de donner date certaine, l'indice ainsi retenu et ses conditions de mise en œuvre, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant et sans préjudice des dispositions relatives à la formule et à ses conditions de mise en œuvre prévus par le présent document.

## 7.4 - Dispositions spécifiques aux tranches

Les prix sont établis sans rabais ni indemnité de dédit.



## 8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Maîtrise d'œuvre.

### 8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial de la tranche affermie est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche affermie, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 30,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises de la tranche affermie. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### 8.2 - Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

## 9 - Modalités de règlement des comptes

### 9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-MOE.

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous :

| Mission | Acompte                             | Pourcentage |
|---------|-------------------------------------|-------------|
| DIAG    | A la remise du dossier              | 80.00       |
| DIAG    | A l'approbation du maître d'ouvrage | 20.00       |
| APS     | A la remise du dossier              | 80.00       |
| APS     | A l'approbation du maître d'ouvrage | 20.00       |
| APD     | A la remise du dossier              | 80.00       |
| APD     | A l'approbation du maître d'ouvrage | 20.00       |

| Mission | Acompte   | Pourcentage |
|---------|---|-------------|
| PRO     | A la remise du dossier                              | 80.00       |
| PRO     | A l'approbation du maître d'ouvrage                 | 20.00       |
| ACT     | A la remise du DCE                                  | 50.00       |
| ACT     | A l'approbation du maître d'ouvrage                 | 30.00       |
| ACT     | Après la mise au point des marchés de travaux       | 20.00       |
| DET     | Avant la remise du DGD                              | 90.00       |
| DET     | Après la remise du DGD                              | 10.00       |
| AOR     | Avant la levée des réserves                         | 65.00       |
| AOR     | Après la levée des réserves                         | 15.00       |
| AOR     | A la remise du DOE                                  | 15.00       |
| AOR     | A la fin du délai de garantie de parfait achèvement | 5.00        |

## 9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 186 600 029 00018

## 9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement et après vérification du service fait sous réserve des conditions suivantes :

- les prestations sont conformes en tous points aux engagements
- aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la demande de paiement

Si la demande de paiement n'est pas conforme au contrat, la CCI pourra suspendre le délai de paiement jusqu'à réception d'une demande conforme.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## 9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-MOE.

## 9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## 10 - Engagement du maître d'œuvre

### 10.1 – Engagement du maître d'œuvre sur l'enveloppe financière

L'enveloppe financière des travaux : est arrêtée par le maître d'ouvrage dans l'acte d'engagement.

Le coût prévisionnel des travaux : est proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations en phase APD (estimation définitive du coût prévisionnel des travaux). Il est acté par avenant tel que précisé à l'article 7.2.

Différence coût prévisionnel des travaux et enveloppe financière des travaux :

Lorsque le coût prévisionnel des travaux (après avoir été ramené au mois d'établissement de l'enveloppe financière tel que fixé à l'acte d'engagement par utilisation des index BT01) est supérieur à l'enveloppe financière des travaux, le maître d'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus.

En cas de refus ou d'impossibilité de rendre compatible le projet avec l'enveloppe financière prévisionnelle, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché aux torts du titulaire.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter l'enveloppe financière, et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

### 10.2 – Engagement du maître d'œuvre jusqu'à la passation des marchés de travaux

Les dispositions concernant l'engagement du maître d'œuvre sont fixées par tranche.

Le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre est proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations en phase APD (estimation définitive du coût prévisionnel des travaux). Il est acté par avenant tel que précisé à l'article 7.2.

Ce coût prévisionnel est assorti d'un taux de tolérance de 5,00 %

Seuil de tolérance = coût prévisionnel des travaux x (1 + taux de tolérance)

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

Prise en compte des modifications intervenues :

Si après fixation du coût prévisionnel des travaux, le maître d'ouvrage décide de modifications de programme, conduisant à des modifications dans la consistance du projet, leur incidence financière sur le coût prévisionnel des travaux doit être chiffrée et un nouveau forfait de rémunération est alors fixé par avenant.

Coût de référence des travaux à l'issue de la consultation des entreprises :

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux selon la formule suivante :

Coût de référence des travaux = coût cumulé des marchés de travaux x coefficient de réajustement

Le coût cumulé des marchés de travaux correspond au montant global de l'offre ou des offres considérée(s) comme la (les) plus économiquement avantageuse(s) par le maître d'ouvrage.

Le coefficient de réajustement correspond au rapport entre l'index BT01 du mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre, et l'index BT01 du mois m0 de l'offre ou des offres ci-dessus. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

#### Conséquences du non-respect de l'engagement :

Si le coût de référence des travaux est supérieur au seuil de tolérance, le maître de l'ouvrage peut déclarer l'appel d'offres infructueux. Il peut également demander la reprise des études dans un délai de 1 mois. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire.

Sur la base de ces nouvelles études et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 1 jour à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure.

## **10.2 – Engagement du maître d'œuvre sur l'exécution des marchés de travaux**

#### Coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux sur lequel le maître d'œuvre assume sa mission, passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation est notifié par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter. Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 du ou des marchés de travaux.

#### Tolérance sur le coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5,00 %

Seuil de tolérance = coût de réalisation des travaux x (1 + taux de tolérance)

#### Comparaison entre réalité et tolérance :

Le coût constaté déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base M0 travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révision ou actualisation de prix.

Le coût de référence est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre.

#### Conséquences du non-respect de l'engagement :

Si le coût de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit :

Montant de la pénalité = (coût de référence - seuil de tolérance) x 5,00 %

Cependant, conformément aux articles L. 2432-1 et R. 2432-4 du Code de la commande publique, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 10,00 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

Il est précisé que des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître de l'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission précédemment cités.

## 11 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-MOE.

### 11.1 - Présentation des livrables

Les livrables seront remis dans les délais et selon le nombre d'exemplaires définis par le maître d'œuvre dans son cadre de réponse technique.

La décision par le maître d'ouvrage d'admettre, avec ou sans observations, d'ajourner, d'admettre avec réfaction ou de rejeter les documents d'études doit intervenir avant l'expiration des délais suivants :

| Code | Désignation du livrable                 | Délai de réception |
|------|---|--------------------|
| APS  | Avant-projet sommaire                   | 4 semaines         |
| APD  | Avant-projet définitif                  | 4 semaines         |
| PRO  | Etudes de projet                        | 4 semaines         |
| DCE  | Dossier de consultation des entreprises | 4 semaines         |
| EXE  | Etudes d'exécution et de synthèse       | 4 semaines         |
| DOE  | Dossier des ouvrages exécutés           | 4 semaines         |

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise du livrable précédent par le maître d'œuvre.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans ces délais ou si le maître d'ouvrage décide de notifier le démarrage de l'élément de mission suivant, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 21 deuxième alinéa du CCAG-MOE.

L'admission tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

### 11.2 - Organisation des réunions

#### 11.2.1- Réunion de lancement

À l'initiative du maître d'ouvrage et au plus tard dans les 15 jours suivant le démarrage de la mission, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sur réunissent afin notamment :

- d'identifier les interlocuteurs en charge de l'opération lorsque cela n'a pas été fait ;
- de définir les modalités d'échanges, notamment dématérialisés, avec la maîtrise d'ouvrage ;
- de définir les modalités de travail collaboratif avec les autres prestataires désignés par le maître d'ouvrage ;
- de préciser les principes opérationnels de la gestion documentaire de l'opération ;
- de compléter la base documentaire nécessaire au démarrage des études du maître d'œuvre ;
- de présenter les spécificités du circuit de paiement du maître d'ouvrage et d'arrêter les modalités pratiques de facturation des prestations.

Cette réunion de lancement fait l'objet d'un compte rendu établi par la maîtrise d'ouvrage qui le communiquera au maître d'œuvre dans les 15 jours qui suivent la réunion. Le maître d'œuvre dispose de 15 jours pour émettre des observations sur ce compte-rendu à compter de sa réception.

#### 11.2.2 – Réunions de chantier

Le maître d'œuvre organise et dirige les réunions de chantier du commencement d'exécution des travaux jusqu'à leur réception.

La fréquence des réunions sera définie par les parties lors de la réunion de lancement. Le maître d'œuvre rédige et diffuse le compte-rendu de la réunion de chantier dans les conditions qui seront définies lors de la réunion de lancement.

### **11.3 - Emission des ordres de services**

#### Emission des ordres de service par le maître d'œuvre :

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des travaux » (DET) le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur, avec copie au maître d'ouvrage.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés, numérotés et adressés à l'entrepreneur dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux et dans un délai de 15 jours à compter de la décision du maître d'ouvrage.

La carence constatée du maître d'œuvre dans la notification des ordres de service l'expose à l'application d'une pénalité journalière de retard fixée à 1,00/3000 du montant du marché.

### **11.4 - Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs**

#### Vérification des projets de décomptes mensuels :

Le maître d'œuvre procède, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et mis à sa disposition sur le portail public de facturation.

Après vérifications, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG-Travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il met à disposition du maître de l'ouvrage, sur le portail public de facturation, l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 7 jours à compter de sa mise à disposition sur le portail public de facturation par l'entrepreneur.

#### Vérification du projet de décompte final :

À l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3 du CCAG-Travaux et mis à sa disposition sur le portail public de facturation.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG-Travaux, le projet de décompte général et le met à disposition du maître d'ouvrage sur le portail public de facturation.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final puis à sa transmission au maître d'ouvrage via le portail public de facturation est fixé à 15 jours à compter de la date de réception du document.

#### Conditions d'intervention du maître d'œuvre en cas de facturation électronique

Le maître d'œuvre est tenu de disposer d'un compte sur le portail public de facturation "Chorus Pro" et d'activer l'espace de travail "Factures de travaux".

Lorsque l'entrepreneur dépose un projet de décompte dans la solution Chorus Pro, il appartient au maître d'œuvre de récupérer le document, puis de le traiter et valider, avant de le réinjecter dans Chorus Pro.

Afin de l'aider dans cette démarche, la documentation relative au traitement des factures de travaux est à la disposition du maître d'œuvre sur le site de la « Communauté Chorus Pro » (<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/traitement-des-factures-de-travaux-par-une-moe/>).

### **11.5 - Instruction des mémoires en réclamation**

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation est de 25 jours à compter de leur date de réception par le maître d'œuvre.

## 11.6 - Arrêt de l'exécution des prestations

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du marché, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

## 11.7 - Achèvement de la mission

Le maître d'ouvrage prononce la réception de la mission de maîtrise d'œuvre, à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception des travaux ne sont pas levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, la réception de la mission de maîtrise d'œuvre intervient lors de la levée de la dernière réserve.

# 12 - Pénalités

## 12.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,00/3000, conformément aux stipulations de l'article 16.2.3 du CCAG-MOE.

| Désignation  | Pénalité  |
|--|---|
| Retard dans la remise des livrables majeurs (APS, APD, EXE)                          | 0,2 % du montant de l'élément de mission concerné par jour calendaire de retard |
| Retard dans la transmission ou vérification des décomptes mensuels des entrepreneurs | 50 € par jour de retard   |
| Retard dans l'établissement du décompte général et final                             | 0,1 % du montant HT du décompte par jour calendaire de retard                   |
| Absence à une réunion de chantier ou non-tenue du registre                           | 50 € par réunion ou manquement  |
| Retard dans les opérations préalables à la réception et levée des réserves           | Abattement de 25 % sur la partie AOR de la mission concernée                    |
| Retard dans l'établissement de la proposition de réception des travaux               | 200 € par jour calendaire de retard   |
| Manquement aux obligations sur le traitement des données à caractère personnel       | 50 € par manquement constaté  |

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Conformément aux stipulations de l'article 16.2.2 du CCAG-MOE, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,00 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande. Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure préalable du titulaire.

## 12.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## 13 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-MOE, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

## 14 - Clause de réexamen

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

## 15 - Résiliation du contrat

### 15.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 à 34 du CCAG-MOE.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### 15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.



En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 16 - Règlement des litiges et langues

### Règlement amiable des différends

Les parties s'engagent à résoudre leurs éventuels différends prioritairement par voie de conciliation. Toute contestation de la part du titulaire, relative à l'exécution du présent contrat, devra faire obligatoirement l'objet d'un mémoire en réclamation adressé à l'acheteur avant toute saisine de la juridiction administrative.

Dans son mémoire en réclamation, le titulaire expose les motifs de son différend, indique, le cas échéant, les montants de ses réclamations et fournit les justifications nécessaires correspondant à ces montants.

L'absence de réponse de la CCI au bout de deux mois vaut décision implicite de refus.

### Règlement juridictionnel des différends

En cas de conflit qui n'aurait pu être réglé à l'amiable par les deux parties, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel l'autorité publique contractante a signé le contrat ; c'est-à-dire le Tribunal Administratif de Toulouse - 68 Rue Raymond IV - Tél.: 05 62 73 57 57.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 17 - Dérogations

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 7.3 du CCAP déroge à l'article 10.1.1 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 15.1.4 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 11.6 du CCAP déroge aux articles 27 à 31 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 18.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 16.2.1 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 16.2.4 du CCAG - Maîtrise d'œuvre